

l'école émancipée

SNUipp-FSU

SNUipp-FSU École Émancipée 128 bd Auguste Blanqui 75013 Paris Site web : www.ecoleemancipee.org

Pour faire reculer Sarkozy *rentrée exceptionnelle sous le sceau des luttes*

Les grèves et manifestations du 7 septembre ont tenu toutes leurs promesses ! Les salariés, les jeunes, les chômeurs et les retraités se sont mobilisés massivement à l'appel des organisations syndicales, convaincus de l'urgente nécessité d'engager le bras de fer avec le gouvernement pour combattre la réforme des retraites et s'opposer d'une façon plus générale à sa politique.

Il reste à construire maintenant une dynamique de mobilisations capable de réellement faire céder Sarkozy et sa clique. En cela, l'annonce du 23 septembre est apparue comme tardive, éloignée des échos de la rue du 7, en décalage avec le calendrier parlementaire. C'est le 15 qu'il fallait battre le fer quand il était chaud.

Maintenant il est nécessaire de multiplier les initiatives et de tout mettre en œuvre pour que le 23 soit d'une ampleur exceptionnelle. Face à un gouvernement qui reste sourd et ne comprend que le rapport de force, le 23 ne doit pas être une fin en soi, mais un signal fort donné pour le début d'un blocage généralisé du pays.

Face à une offensive anti sociale sans précédent et à l'instauration d'un racisme d'Etat, il faut un syndicalisme capable de s'opposer et de redonner confiance aux personnels, un syndicalisme qui soit plus combatif et volontaire, moins paralysé et recroquevillé face aux réformes multiples qui, ces

dernières années, ont frappé l'ensemble des salariés, notamment les fonctionnaires et les enseignants, qui ont fragilisé la société, tout particulièrement le service public et l'école.

Il faut un syndicalisme qui soit un outil permettant aux personnels de prendre la main collectivement sur leur métier, de s'organiser, de se mettre en mouvement.

Droits syndicaux, Base-Elèves, mise en place des diverses réformes, ... le SNUipp doit s'engager sans attendre. Des modalités d'action sont possibles pour s'opposer, à un niveau de masse, à ce que nous dénonçons, et porter notre projet pour une autre école.

Le congrès de Brive a été l'occasion d'interpeler de façon critique l'action du SNUipp lors des dernières années et de le doter de mandats offensifs pour l'avenir.

Avec les sections départementales, les militants et sympathisants de l'École Émancipée ont pris toute leur place dans leur construction. Reste maintenant à les faire vivre ! Et nous entendons bien mettre tout notre poids pour leur mise en œuvre.

C'est pour poursuivre et amplifier cette démarche, pour un SNUipp plus offensif et revendicatif, plus fédéral dans la FSU et unitaire que nous vous appelons à voter et à faire voter pour l'École Émancipée.

Les syndiqué-e-s du SNUipp-FSU vont avoir à se prononcer, à partir du 20 septembre et avant le 19 octobre, sur la base de textes d'orientation présentés par les tendances. Ce vote va compter pour que s'affirme un SNUipp qui joue tout son rôle dans les résistances à organiser et les mobilisations à construire.

**Votez, faites voter pour l'École Émancipée !
pour un SNUipp-FSU plus offensif et revendicatif, plus fédéral et unitaire,
dans les luttes pour l'école et la transformation sociale.**

Équipe nationale EE-SNUipp : Fabrice Billod-Morel, Brigitte Cerf, Mylène Denizot, Bruno Dufour, Anne Dumas, Jérôme Falicon, Judith Fouillard, Michèle Frémont, Gervaise Knoff, Marie-Pierre Lavigne, Arnaud Malaisé, Vincent Martinez, Sylvie Merlin, Christian Navarro, Antoine Pelletier, Isabelle Sargeni-Chetaud

Crise, dette, retraites, salaires... ce n'est pas aux salariés de payer !!

Le 6 mai 2010, Fillon annonçait qu'étant donné le déficit public, les dépenses de l'Etat seraient « gelées » en 2011, 2012 et 2013. Pour ces trois exercices budgétaires, le gouvernement a indiqué qu'il mettrait un oeuvre un plan de stabilisation de 100 milliards d'euros, dont 45 milliards d'euros d'économies budgétaires. Ces choix sont lourds de conséquences. Aux 100 000 suppressions depuis 2007 dans la fonction publique s'ajouteront environ 34 000 suppressions par an au cours des 3 prochaines années. L'aide sociale connaîtra des coupes drastiques alors que près d'un million de personnes au chômage vont se retrouver sans droit, les dépenses publiques subiront de fortes baisses. Avec la crise actuelle, le gouvernement tient là sa pseudo « justification » du plan de rigueur qu'il a en réalité toujours voulu instaurer.

Dans ce contexte, il va falloir à nouveau se farcir le discours habituel sur la dette : la France vivait déjà au-dessus de ses moyens avant la crise et celle-ci, en creusant encore le déficit, rend décidément nécessaires de rigoureuses économies. Tout cela est faux. En réalité, si les finances publiques fran-

çaises sont en si piteux état, c'est d'abord parce qu'elles ont été ruinées par la politique de baisse des impôts conduite depuis dix ans. Ce sont 120 milliards de recettes que l'Etat a perdu dans cette période. C'est ce qu'établissent très clairement trois rapports publics publiés ces derniers mois : les déficits publics correspondent aux cadeaux fiscaux dont ont bénéficié les entreprises et des ménages les plus favorisés (cf. la remarquable synthèse de L. Mauduit pour Médiapart)

Mais évidemment le gouvernement Sarkozy n'entend nullement revenir sur sa politique de classe. Les objectifs fixés par le Medef sont clairs : faire payer la crise aux seuls salariés et retraités et protéger les profits des entreprises repartis à la hausse(1).

L'attaque contre les retraites est le fer de lance de ce dispositif. D'ailleurs de ce point de vue le financement du projet Woerth est très explicite. Alors que les salariés et les retraités seront ponctionnés de plus de 25 milliards d'euros en 2020, les « plus hauts revenus (2) et les capitaux » apporteront à peine 10% des besoins de financement (4.6

milliards).

Dans ce contexte, les personnels de la Fonction publique sont particulièrement attaqués. Après les non-remplacements des départs à la retraite, le temps est venu de baisser leurs salaires. Le gel du point d'indice est programmé pour les trois prochaines années. Comme si cette perte de pouvoir d'achat ne suffisait pas, l'augmentation des cotisations (de 7.85% à 10.55%) inscrite dans le projet de réforme des retraites représenterait en 2020 une journée de salaire par mois en moins !

Enfin, à cette rentrée, c'est la réponse à la question « qui va payer la crise ? » qui conditionnera soit une régression sociale sans précédent, soit le progrès social par une modification de la répartition des richesses plus favorable au salariat.

(1) les mastodontes du CAC 40 affichent une santé financière insolente. On estime actuellement leur trésor de guerre à 80 milliards d'euros.

(2) les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 3,2% du PIB en 1982 à 8,5% en 2007, soit une ponction annuelle de 100 milliards d'euros sur les richesses produites.

Brive 2010, retour sur le dernier congrès

Le congrès de Brive, dans un contexte de crise et d'attaques sans précédent contre le salariat et les services publics, a été marqué par la volonté d'une majorité d'équipes départementales d'un SNUipp plus combatif et plus revendicatif. Sur la plupart des questions, la dynamique du congrès a joué dans ce sens et le bilan de la direction nationale a été soumis à de multiples critiques. Un autre élément s'est dégagé de ce congrès, c'est la réaffirmation de la nécessité de la synthèse pour que l'ensemble du syndicat se retrouve dans ses mandats.

L'Ecole émancipée a su prendre sa place dans ce congrès en étant à l'initiative d'amendements déposés par de nombreuses sections ou en intervenant en commission comme en plénière, ce qui a vraiment pesé sur les écritures finales. Quelques exemples. Les mesures Darcos, sont enfin qualifiées de projet « libéral » et, désormais, le

SNUipp s'oppose et demande le retrait de l'aide personnalisée et des stages de remise à niveau. Sur la formation des enseignants la position du SNUipp a enfin évolué : il revendique maintenant un concours sous condition de licence et sa préparation en une année, suivie d'une année de formation professionnelle, le tout reconnu par un master. Si sur les carrières et les personnels, le débat a fortement clivé sur l'élargissement de la hors classe souhaitée par la majorité UA de la direction nationale, la synthèse réaffirme la revendication de la classe unique et demande « la transformation de la hors classe en échelons accessibles à tous ». Sur la direction et le fonctionnement de l'école, à la revendication d'une formation « spécifique et reconnue » pour les directeurs, répond l'affirmation que « le SNUipp se prononce pour un renforcement du conseil des maîtres, pour un fonctionne-

ment démocratique... » et le refus des EPEP. Par contre, le congrès a vu peu d'avancées sur les désobésisseurs, soutenus uniquement contre la répression, ni sur l'unité syndicale dans le 1er degré toujours pas élargie. Si la FSU doit être mieux investie et ne pas se limiter à une intersyndicale, les conséquences fédérales du « nouveau dialogue social » ne sont pas vraiment perçues...

Au final, les textes, riches et prometteurs, ont été obtenus grâce à la combativité des sections départementales. Ces mandats devraient permettre de construire des mandats fédéraux plus offensifs. Cela demandera l'investissement et la vigilance de tous, à tous les moments notamment lors des CN, car si de bons textes sont indispensables, ils ne suffisent pas à garantir une orientation de lutte au quotidien.

Démantèlement et libéralisation de l'école *s'opposer résolument et globalement*

La loi d'orientation Fillon de 2005 annonçait déjà le renoncement à la réussite de tous, notamment en développant la théorie des « talents ». Les réformes Darcos ont accéléré le processus : réduction de 2h d'enseignement et programmes plus lourds, socle commun pour les plus en difficulté, évaluations CE1 et CM2 plus sélectives et publication des résultats, livrets de compétences, évaluation des enseignants sur la base des résultats des élèves, aide personnalisée et stages de remise à niveau pour supplanter les RASED, remise en cause de la maternelle, abandon des politiques d'éducation prioritaire, renforcement de la concurrence public/privé...

Ces mesures forment bien un projet cohérent, une rupture des missions du Service public d'Éducation, de ses moyens (-50 000 postes depuis 2007, -16000 à la rentrée 2011) et de son mode de pilotage.

L'objectif d'élévation globale du niveau de formation fait place au tri et au contrôle social, organisés via la promotion du mérite et des talents et la différenciation des par-

cours. Les politiques d'éducation prioritaire ne ciblent plus des zones défavorisées mais les individus et les familles (plan Borloo) rendus responsables de leurs échecs.

La construction d'une culture commune qui visait à donner à chacun les outils intellectuels et les savoirs nécessaires à la construction d'une société démocratique est elle aussi abandonnée. La mission principale assignée au système éducatif est la formation d'une main d'œuvre employable, flexible, productive. L'école mise au service du marché est gérée comme une entreprise : pilotage par les résultats à travers la LOLF, gestion des ressources humaines, modification des statuts, développement de la précarité, mise en concurrence des établissements, des personnels, contractualisation, individualisation des carrières et des salaires.

Face à ces attaques le SNUipp n'a pas orga-

nisé le mouvement d'ampleur nécessaire. Certes la multiplicité des mesures et la détermination du gouvernement ont rendu la tâche difficile, mais la frange majoritaire UA de la direction du SNUipp n'a pas pris la mesure des transformations à l'œuvre. La

gestion des dossiers au fil de l'eau n'a pas permis de mettre en évidence leur cohérence. Le SNUipp aurait dû mettre en place un cadre de lutte collective et soutenir les nouvelles formes de résistances pour mettre la profession en mouvement.

Le SNUipp-FSU doit mener la bataille idéologique avec les personnels. Dans un contexte de crise économique et sociale profonde, il doit porter, plus encore que par le passé, les questions de transformation de l'École inscrite dans la nécessaire transformation sociale.



Formation et recrutement des maîtres, *c'est l'année zéro*

Alors que se met en place la contre réforme, on en découvre tous les jours de nouveaux effets pervers. Etudiants admissibles en 2010 ne pouvant se présenter en 2010/2011, frais d'inscription exorbitants, impossibilité pour les admis de changer de département, numérisés à l'entrée du master, formateurs en sous-services dans les IUFM...

Ces dégâts s'ajoutent donc à ceux que l'École émancipée avait anticipés et dénoncés. La baisse drastique du nombre de postes au concours (de 7165 à 3174 !) est justifiée cette année par le ministre par le surnombre important de personnels, mais créera les années suivantes la pénurie et un appel d'air pour réaliser l'un des objectifs de la réforme : faire revenir la précarité dans l'enseignement du premier degré en faisant appel aux étudiants en master pour couvrir les postes. Le remplacement de la formation professionnelle par un simple

tutorat est mis en place, même si, cette année, le pire a pu être évité pour une partie des stagiaires, 60% d'entre eux étant placés dans des classes de maîtres formateurs pendant 7 semaines avant de prendre la pleine responsabilité d'une classe.

D'une formation à bac+5 rémunérée la dernière année, professionnalisante même si elle n'était pas reconnue universitairement, on passe aujourd'hui à une formation à bac+5 avec pour seule formation professionnelle quelques stages non obligatoires suivis d'un compagnonnage ; qui a parlé de dindons de la farce ?!

Ne parlons même pas de l'alibi de la réforme : la « revalorisation », qui n'a évidemment pas eu lieu !!!

L'École émancipée regrette que ce dossier ait souffert d'une gestion syndicale dans laquelle les supposés intérêts corporatistes (revalorisation, maîtres formateurs...) ont

pris le pas sur la volonté de gagner des batailles. Alors que le fond du projet de réforme a fait l'unanimité contre lui, la FSU, au lieu de transcender les différences entre ses syndicats pour faire reculer notre patron commun, s'est laissée aller à n'écouter que les sirènes qui juraient de protéger telle ou telle catégorie de personnels. Elle s'est comportée comme un cartel de syndicats plus soucieux de préserver le pré carré de chacun, plutôt que l'intérêt de tous. L'École Emancipée, dans la FSU, dans le SNUipp, a pesé de tout son poids, avec d'autres, pour faire avancer l'unité fédérale et la convergence des luttes... Nous avons réussi à infléchir la position du SNUipp vers une synthèse tout à fait acceptable, mais cela n'a pas suffi pour l'emporter dans la FSU et faire reculer le ministre. Certes, la réforme est en cours, mais il faut continuer à lutter !

Droits et libertés

L'été meurtrier

Englué dans des scandales politico-financiers, acharné sur sa réforme des retraites ainsi que sur des mesures de régression sociale sans précédent, le gouvernement a pris comme prétextes des faits divers pour étouffer le débat et tenter de détourner la colère sociale, en racolant une nouvelle fois sur le terrain sécuritaire. En préparant le passage de futures lois répressives, notamment sur l'immigration (augmentation de la durée de rétention, bannissement du territoire européen, diminution des pouvoirs judiciaires, sans oublier les amendements Hortefeux de l'été), il veut aussi terroriser l'ensemble des immigré-e-s afin de les rendre plus facilement exploitables.

L'été fut celui de toutes les exactions, prenant pour cibles les plus précaires : évacuations hyper violentes de sans-logis, arrestations de travailleurs sans-papiers et refus massifs de régularisations en dépit des accords de juin, mesures et discours haineux ... Sarkozy et son gouvernement stigmatisent et attaquent tour à tour les Roms migrants et les gens du voyage, les immigrés, les parents de mineurs délinquants... Ils expulsent des étranger-ère-s et détruisent des familles, ils rasant des « camps illégaux », ils menacent de retirer la nationalité, remettant en cause l'égalité des citoyen-ne-s devant la loi. Ainsi, certains seraient plus Français que d'autres, certains seraient plus égaux que d'autres ?! C'est une véritable xénophobie d'état qui s'exprime, tentant de capter les voix d'une extrême-droite qui jubile.

L'affirmation du prétendu lien entre délinquance et immigration et la politique du « bouc émissaire » rappellent les heures sombres de ce pays ! Face à la précarisation et à la ghettoïsation, c'est la guerre à la misère et aux exploitateurs qu'il faut mener, ainsi que la guerre au poison du racisme qui, pour reprendre une formule de Sartre, permet aux maîtres de communier avec leurs serviteurs.

Cette politique a suscité une condamnation largement partagée, y compris à l'étranger : tous ont exprimé leur inquiétude face à la résurgence du racisme dans les discours de représentants de l'État. Non, les immigré-e-s, les jeunes, les Roms ne sont pas des « problèmes » pour la société. Cette politique de la haine et de l'exclusion, nous la rejetons de toutes nos forces ! Nous ne sommes pas dupes, nous n'oublions pas que l'insécurité dont nous avons le plus à craindre, c'est bien l'insécurité sociale.

De même que nous agissons au sein du RESF et des collectifs de soutien, pour la scolarisation des Roms et contre les chaises vides dans nos classes, de même que nous dénonçons le fichage dans nos écoles et dans la société, nous continuerons à nous battre tous ensemble « contre la xénophobie et la politique du pilori », pour la liberté, y compris la liberté de circuler et de s'installer dans le pays de son choix, pour l'égalité de toutes et tous, pour la solidarité et le respect de la diversité.

Quand les droits et les libertés des plus pauvres et des plus exploité-e-s sont bafoués ou réduits, c'est l'ensemble des droits et les libertés de tous qui est visé et qui en souffrira. C'est donc tous ensemble et dès maintenant qu'il faut s'opposer à ces reculs.

Base élèves toujours

Les harcèlements contre les Tsiganes peuvent générer une méfiance vis-à-vis de l'école, notamment à cause de Base élèves. Enquête comme dans l'Ain sur les « enfants du voyage » fréquentant les écoles, multiplication des recherches d'enfants « à la demande du Ministère de l'immigration », prétendument effectuées « dans l'intérêt des personnes concernées », ces recherches se soldent parfois par une expulsion !

« Sans préjuger du bien-fondé de l'objectif de lutte contre la discontinuité scolaire, le CNRBE dénonce cette pratique qui banalise la collecte d'informations nominatives sur les enfants et leurs familles dans les écoles et leur centralisation ... ». Nous, militant-e-s de l'École Émancipée, défendons que le SNUipp s'engage plus fortement dans la résistance contre Base-élèves, notamment avec le CNRBE.

Harro sur les Roms

Les Roms et les Gens du voyage se sont retrouvés stigmatisés et « amalgamés », alors que leurs situations n'ont rien de comparable. Là encore, on use de contre-vérités, de chiffres falsifiés sur la délinquance pour justifier les expulsions et les destructions de « camps illégaux ».

En fait, l'Europe conforte l'exclusion de ses habitant-e-s les plus pauvres ; les Roms migrants ne sont pas nomades, mais ils quittent (parfois provisoirement) un pays qui les maintient dans la misère, les discrimine et parfois les persécute. Ces terrains baptisés « illégaux » sont en fait des lieux de vie et des bidonvilles. En les détruisant, avec une rare violence, la police aux ordres anéantit le peu que les Roms possédaient. On met en scène l'expulsion de la misère à l'extérieur de nos frontières, gaspillant des millions pour détruire le travail d'insertion mené par ces personnes, les services publics et les associations : remise en cause de la scolarisation, mise en danger des personnes faute de suivi médical, chute des ressources du fait d'un travail menacé ou impossible.



L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

C'est également une **revue syndicale et pédagogique**
au coeur des luttes de l'éducation et du mouvement social.
Abonnez-vous ou réabonnez-vous (30€ par an selon revenus)